

Extrait du RESF 37

<http://resf37.free.fr>

# Rassemblement unitaire mardi 26 mai à 18h contre la politique sociale de S. Babary

-- Informations générales - Medias - CP communs --

Publication le jeudi 21 mai 2015

Fichier PDF créé le jeudi 21 mai 2015

---

Copyright (c) RESF 37 - Tous droits réservés

---

La municipalité de TOURS vient de prendre une série de dispositions restrictives en matière d'aides du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour les personnes et les familles.

Quelles vont en être les conséquences ?

- Obligation de prouver au moins 3 mois de résidence à Tours pour bénéficier des aides et de la domiciliation postale par le CCAS.
- Fixation d'un plafond annuel d'aides à ne pas dépasser, et modification du mode de calcul du « reste à vivre » pour les besoins vitaux. Il faut désormais prouver que l'on a moins de 6,50 euros par jour et par personne (soit 195 euros mensuels), alors que toute personne dont le « reste à vivre » était inférieur au RSA pouvait auparavant obtenir une aide.
- Suppression des aides, notamment alimentaires, aux personnes étrangères « en situation irrégulière », et à leurs enfants.
- Mise en difficulté du restaurant Voltaire et de la halte de jour qui fonctionnaient grâce à ces aides. La fermeture programmée de la cuisine centrale du CCAS ne s'inscrirait-elle pas également dans ces coupes budgétaires ?
- Suppression de la subvention municipale à l'Association Chrétiens-Migrants, une subvention infiniment modeste au regard des capacités de la municipalité, mais qui était indispensable.
- À compter du 1er juillet 2015, fin du principe de la gratuité des frais de cantines pour les plus démunis, alors que certains enfants pouvaient au moins bénéficier d'un repas complet par jour.

Résultat de cette politique restrictive, discriminatoire et injuste : de moins en moins de solidarité, de plus en plus de pauvreté, de détresse et d'exclusion. Ces coupes drastiques « en rajoutent » aux difficultés des familles dans un contexte de crise économique et de restrictions des budgets sociaux, de politiques d'austérité mises en place par l'État et de sa défaillance dans l'hébergement des demandeurs d'asiles.

Face à cette situation, nous demandons une rencontre avec M.BABARY et nous invitons toutes celles et ceux que révolte cette guerre aux pauvres qui va à l'encontre des droits fondamentaux, en particulier des droits des enfants qui en subiront directement les conséquences, à rejoindre notre

Rassemblement devant l'Hôtel de Ville à 18h00 le mardi 26 mai, jour du Conseil Municipal.